

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

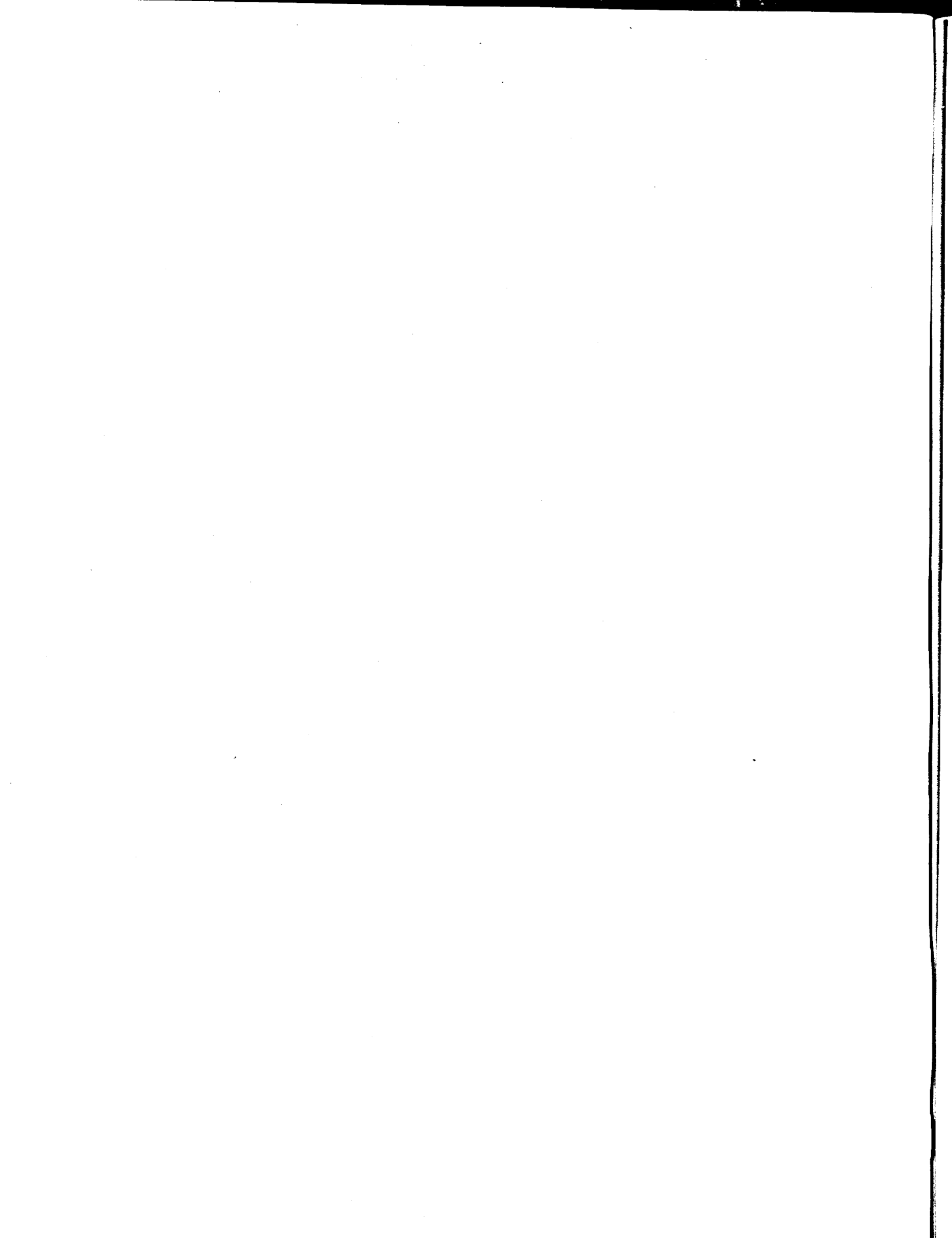
**Accès à l'information et protection
des renseignements personnels**

Rapport annuel, 1995-1996

Juin 1996

Table des matières

	Page
Préface	3
Organisation et mise en application	4
Chapitre I - Accès à l'information	
Rapport statistique	7
Salle de consultation	8
Voies officielles et voies officieuses	8
Instrument de délégation	8
Appels interjetés devant la Cour fédérale	9
Chapitre II - Protection des renseignements personnels	
Rapport statistique	10
Voies officielles et voies officieuses	11
Instrument de délégation	11
Divulgence en vertu de l'alinéa 8(2)e)	11
Usage et divulgation	11
Affaires portées devant les tribunaux	11
Annexe A - Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information	
Annexe B - Instrument de délégation	
Annexe C - Rapport concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Annexe D - Instrument de délégation	



Préface

Responsabilités

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) est chargé au premier chef de la promotion et de la protection des intérêts du Canada à l'étranger ainsi que de la conduite des relations du Canada avec les autres pays. Ses principales fonctions consistent : à représenter efficacement le Canada à l'étranger et auprès d'organisations internationales par des relations étroites, des communications et des négociations avec d'autres gouvernements et organisations; à évaluer les renseignements de nature politique, économique ou autre, susceptibles d'influer sur les intérêts du Canada; à conseiller le gouvernement, souvent avec la collaboration des autres ministères, concernant la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant une portée internationale; à coordonner le volet extérieur et la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de promotion des exportations, de défense et de sécurité, d'aide au développement, et d'échanges culturels et scientifiques; à montrer le caractère bilingue et multiculturel de la société canadienne aux autres peuples; et à protéger les citoyens canadiens à l'étranger et à leur venir en aide.

Organisation et mise en application

Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) a toute l'autorité voulue pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur est chargé d'élaborer, de coordonner et de mettre en oeuvre les politiques, lignes directrices et procédures visant à assurer que le Ministère se conforme aux exigences de ces lois. Le Bureau du Coordonnateur à Ottawa traite toutes les demandes présentées au Ministère en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels, qu'elles soient soumises au Canada ou à des missions à l'étranger. Le Coordonnateur relève du Jurisconsulte adjoint. Outre le Coordonnateur, le sous-ministre des Affaires étrangères, le sous-ministre du Commerce international, le sous-ministre adjoint des Affaires politiques et de la Sécurité internationale, le Jurisconsulte et le Jurisconsulte adjoint disposent aussi des pleins pouvoirs en la matière, et tous les chefs de mission ont le pouvoir d'intervenir en vertu de l'alinéa 8(2) m) de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le Gouvernement du Canada conserve les documents et renseignements qui lui sont fournis à titre confidentiel par les gouvernements étrangers. On encourage les autres institutions fédérales à consulter le MAECI pour établir le niveau de confidentialité des renseignements ainsi fournis ou pour définir dans quelle mesure leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. Le Bureau du Coordonnateur est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers, lesquelles s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions. Le Bureau s'occupe également des demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens présentées par les gouvernements étrangers. Le Ministère recueille aussi, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, une quantité appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis de manière confidentielle par des entreprises oeuvrant à l'étranger ou traitant avec des gouvernements étrangers. Lorsque, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte adéquatement les parties intéressées avant de divulguer tout document que ce soit. Le Bureau du Coordonnateur a également souvent l'occasion de transmettre des renseignements personnels aux organismes d'enquête fédéraux.

En plus du Coordonnateur, le Bureau de l'AIPRP est doté de trois agents et de trois employés de soutien, qui s'occupent tous, à temps plein, de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et des fonctions connexes. La composition du personnel du Bureau, qui emploie des agents du Service extérieur permutants et des spécialistes non permutants, lui permet de bénéficier à la fois d'une expérience approfondie des questions d'AIPRP et de connaissances poussées concernant les politiques et le fonctionnement d'un grand ministère polyvalent. Aucun poste n'a changé de titulaire au cours de l'exercice.

Nombre de cas

En 1995-1996, le Ministère a reçu 230 demandes présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et 51 demandes présentées en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, soit un total de 281 demandes officielles d'information. Le Bureau a en outre dû donner suite à 175 demandes de consultation en provenance d'autres ministères fédéraux et à 108 demandes de renseignements personnels présentées en vertu de l'alinéa 8(2) e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Il a aussi reçu 69 demandes officieuses et 46 demandes visant des sujets divers. Ces chiffres tiennent compte d'un certain nombre de demandes d'intervention auprès de gouvernements étrangers pour qu'ils communiquent des renseignements, et des demandes présentées au gouvernement canadien par des gouvernements étrangers pour qu'il consente à la déclassification de certains renseignements.

Le nombre total de demandes et de consultations entièrement traitées est d'environ 10 % inférieur à celui de l'an dernier (encore que les chiffres seuls ne donnent pas une image parfaite de la réalité puisque l'envergure et la complexité des demandes peuvent varier). Cette légère baisse fait suite à une hausse importante l'an dernier. Si on fait la moyenne des deux années, on constate que le Ministère suit la courbe observée par le Commissaire à l'information pour l'ensemble du gouvernement, qui correspond à une hausse de 10 % par année. S'acquitter de cette charge de travail qui ne cesse de croître avec des ressources demeurant stables, tout en assurant le maintien des normes de qualité en matière de services, continue de poser un défi.

Plaintes

Quarante-cinq plaintes ont été reçues pendant l'année par les deux bureaux des Commissaires, qui se sont ajoutées à huit plaintes non encore réglées reportées de l'exercice précédent. Parmi les 26 enquêtes menées, sept ont été jugées sans fondement et quatre ont été abandonnées.. Vingt-sept plaintes étaient encore à l'étude à la fin de l'exercice.

Ces chiffres indiquent une augmentation du nombre de plaintes par rapport à l'an dernier (qui était probablement anormalement bas) mais le nombre total demeure relativement faible et nous sommes convaincus que cela ne révèle pas une baisse générale des normes de service.

Autres responsabilités

En plus de traiter les demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels, le Bureau du Coordonnateur fournit avis et conseils aux services du Ministère relativement à l'application des lois. Des séances d'information sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels ont été offertes, notamment au personnel du Centre de services, aux agents consulaires et aux membres du Cabinet des ministres. Le Coordonnateur a en outre mis au point puis dispensé, dans le cadre du programme de formation mis sur pied par l'Institut canadien du service extérieur à l'intention des nouveaux agents destinés aux filières politique/économique, commerciale/économique et

consulaire/administrative, des modules de formation en AIPRP conçus sur mesure. Le Coordonnateur est le point de contact du Ministère pour la collecte de renseignements et la recherche sur l'opinion publique (bien que cette fonction soit exercée au sein de la Direction générale des communications). Le Ministère enregistre quotidiennement les nouvelles demandes dans le Système de coordination des demandes d'accès à l'information (SCDAI) et il le consulte pour demeurer au fait de l'éventail des demandes qui sont traitées au sein de l'appareil gouvernemental. Le Ministère contribue financièrement au fonctionnement du système de repérage de l'AIPRP et participe aux consultations interministérielles s'y rapportant.

Programme d'examen des dossiers

Le Bureau du Coordonnateur a la responsabilité d'examiner les dossiers avant de les transférer aux Archives nationales. Le Coordonnateur dirige une équipe formée d'agents supérieurs du service extérieur à la retraite, lesquels passent les dossiers en revue pour établir s'ils peuvent ou non être accessibles au public. Il s'agit d'un programme unique au sein des institutions gouvernementales, et qui a permis aux chercheurs d'avoir accès à davantage de renseignements relatifs à la conduite des relations internationales par le Canada. Cette année, nous avons terminé un projet d'envergure échelonné sur deux ans qui visait à diminuer l'important arriéré de dossiers en attente de transfert. Ainsi, au cours des prochaines années, il sera possible de transférer aux Archives des renseignements plus récents et de les rendre accessibles au public plus rapidement, et l'examen des dossiers pourra se poursuivre malgré des ressources restreintes.

Chapitre I - Accès à l'information

Rapport statistique - Interprétation/Explications

Durant l'exercice 1995-1996, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a reçu 230 demandes présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Soixante et une demandes ont par ailleurs été reportées de l'exercice antérieur. Sur ce total de 291 demandes, 252 ont été entièrement traitées durant la période à l'étude et 39 autres ont été reportées. Ainsi, même si le nombre de demandes reçues a baissé par rapport à l'an dernier, le nombre de demandes entièrement traitées est à peine inférieur. Cent dix-huit demandes ont été traitées en 30 jours ou moins et 41 autres ont été traitées en moins de 60 jours. Le reste (93) a pris plus de 60 jours.

Les demandes entièrement traitées se répartissaient comme suit :

communication totale	91
communication partielle	80
aucune communication (exemption)	3
aucune communication (exclusion)	9
transmission	6
traitement impossible	38
désistement	21
traitement officieux	4
TOTAL :	252

Les rapports statistiques ne tiennent pas compte des demandes de consultation. Le Ministère a reçu 175 demandes du genre des autres ministères. L'envergure et la complexité de bon nombre de ces demandes ne cesse de croître, et surtout certains dossiers volumineux des Archives nationales.

Si l'on examine les pourcentages, la ventilation des demandeurs ne fournit pas d'indication claire quant aux utilisateurs finaux, étant donné que cette information doit être établie en fonction des renseignements contenus dans les demandes. La ventilation n'est guère différente de celle de l'an dernier. La proportion de demandeurs dans la catégorie « entreprises » a légèrement augmenté. Il en va de même pour la catégorie « autres organismes » en raison du recours accru à l'accès à l'information par les parlementaires et les ONG. Les autres catégories sont en baisse, notamment celle des « médias ». Dans la catégorie « public », les chiffres peuvent englober des demandeurs des quatre autres catégories si les renseignements fournis sont

insuffisants. La catégorie « établissements d'enseignement » est sans doute artificiellement faible, et cela en raison des possibilités uniques d'accès sans formalités qui sont offertes aux chercheurs par la Section des affaires historiques du Ministère.

médias	40
établissements d'enseignement	9
entreprises	93
autres organismes	28
public	60

Les coûts indiqués à l'annexe A constituent une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur seulement. Il s'agit des coûts totaux liés à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

Pour le rapport statistique complet, prière de consulter l'**annexe A**.

Salle de consultation

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau de l'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère y sont à la disposition du public. Durant l'exercice, un petit nombre de personnes ont choisi de se présenter à la salle de consultation pour examiner des documents communicables, plutôt que de payer des frais de photocopie.

Voies officielles et voies officieuses

Comme la Loi vise à compléter plutôt qu'à remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'AIPRP, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la bibliothèque ou aux missions à l'étranger.

Les demandes officielles sont traitées uniquement par le Bureau de l'AIPRP. Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels consacre beaucoup de temps aux consultations avec le Service des relations avec les médias et les directions générales concernées, afin de s'assurer que leurs réponses aux demandes de renseignements sont conformes aux dispositions des deux Lois.

Instrument de délégation

À l'annexe B figure la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

Appels interjetés devant la Cour fédérale

Le Ministère a deux appels en instance devant la Cour fédérale afin d'obtenir une exemption. Dans les deux cas, le Commissaire, après le règlement d'une plainte, avait appuyé les demandes d'exemption présentées par le Ministère.

Chapitre II - Protection des renseignements personnels

Rapport statistique - Interprétation/Explications

Durant l'exercice 1995-1996, 51 demandes de communication de renseignements personnels ont été reçues par le Ministère. Six demandes ont été reportées de l'exercice précédent. Sur ces 57 demandes, 47 ont été traitées entièrement (une hausse de 16 % environ par rapport à l'année précédente) et se présentent comme suit :

communication totale	15
communication partielle	19
aucune communication (exemption)	1
traitement impossible	8
désistement	3
transmission	1
TOTAL :	47

Trente et une des demandes traitées entièrement l'ont été en 30 jours ou moins, neuf autres en 60 jours ou moins, et sept en plus de 60 jours.

En tant que Conseiller principal du Ministère en matière de protection des renseignements personnels, le Coordonnateur fournit périodiquement des avis et des conseils sur des questions importantes et délicates concernant les politiques ministérielles, y compris sur le traitement et la protection des renseignements se trouvant dans les dossiers des employés et des renseignements personnels sur d'autres personnes, recueillis et conservés dans les dossiers du Ministère. Des séances d'information intraministérielles périodiques et l'expérience acquise ont rendu les employés plus conscients de la nécessité de répondre aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels, et les services ministériels, au pays et à l'étranger, consultent de plus en plus souvent le Bureau du Coordonnateur au sujet du traitement et de la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur traite également les demandes officieuses de communication de renseignements personnels contenus dans les banques de données du Ministère.

Les frais indiqués à l'**annexe C** constituent une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Comme il n'est pas pratique d'établir les coûts entraînés respectivement par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, les chiffres regroupent les coûts relatifs aux deux lois.

Voies officielles et voies officieuses

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel de manière officieuse et, habituellement, sans passer par le Coordonnateur. Les requêtes de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible, aussi bien par les voies officielles qu'officieuses.

Instrument de délégation

L'**annexe D** présente la liste des cadres, par poste, auxquels le Ministère a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

Divulgence en vertu de l'alinéa 8(2)e)

Le Ministère a reçu de divers organismes d'enquête fédéraux 108 demandes de divulgation faites en vertu de l'alinéa 8(2)e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Ministère donne en général suite à ces demandes si elles sont présentées par écrit et si elles sont conformes aux exigences applicables.

Usage et divulgation

Compte tenu du fait que le Ministère n'administre qu'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a pas posé de problème.

Affaires portées devant les tribunaux

Un procès intenté par une personne concernant un refus de confirmer ou de rejeter une mesure touchant des renseignements personnels n'est pas encore terminé.

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Government of Canada
Gouvernement du Canada

Institution Ministère des Affaires étrangères & Commerce international	Reporting period Période visée par le rapport 95.04.01 - 96.03.31
---	---

Source →	Media Médias 40	Academia Secteur universitaire 9	Business Secteur commerciale 93	Organization Organisme 28	Public 60
----------	--------------------	-------------------------------------	------------------------------------	------------------------------	--------------

I Requests under the Access to Information Act
Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period Reçues pendant la période visée par le rapport	230
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	61
TOTAL	291
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	252
Carried forward Reportées	39

II Disposition of requests completed
Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	91	6. Unable to process Traitement impossible	38
2. Disclosed in part Communication partielle	80	7. Abandoned by applicant Abandon de la demande	21
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	3	8. Treated informally Traitement non officiel	4
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	9	TOTAL	252
5. Transferred Transmission	6		

III Exemptions invoked
Exceptions invoquées

S. Art. 13 (1) (a)	24	S. Art. 16 (1) (a)	1	S. Art. 18 (b)	0	S. Art. 21 (1) (a)	27
(b)	2	(b)	0	(c)	0	(b)	28
(c)	2	(c)	0	(d)	1	(c)	10
(d)	0	(d)	0	S. 19 (1) Par.	40	(d)	1
S. A. 14	3	S. Par. 16 (2)	1	S. Art. 20 (1) (a)	1	S. A. 22	2
S. 15 (1) International rel. A. Relations inter.	45	S. 16 (3) Par.	0	(b)	22	S. A. 23	9
Defence Défense	0	S. A. 17	0	(c)	24	S. A. 24	0
Subversive activities Activités subversives	0	S. Art. 18 (a)	0	(d)	19	S. A. 26	0

IV Exclusions cited
Exclusions citées

S. Art. 68 (a)	3	S. Art. 69 (1) (c)	0
(b)	0	(d)	0
(c)	0	(e)	0
S. Art. 69 (1) (a)	2	(f)	0
(b)	0	(g)	0

V Completion time
Délai de traitement

30 days or under 30 jours ou moins	118
31 to 60 days De 31 à 60 jours	41
61 to 120 days De 61 à 120 jours	54
121 days or over 121 jours ou plus	39

VI Extensions
Prorogations

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Searching Recherche	16	19
Consultation		1
Third party Tiers		1
TOTAL	16	21

VII Translations
Traductions

Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared Traductions préparées	0
English to French De l'anglais au français	0
French to English Du français à l'anglais	0

VIII Method of access
Méthode de consultation

Copies given Copies de l'original	169
Examination Examen de l'original	1
Copies and examination Copies et examen	0

IX Fees
Frais

Net fees collected Frais net perçus			
Application fees Frais de demande	1150.	Preparation Préparation	400.
Reproduction	1209.80	Computer processing Traitement informatique	0.
Searching Recherche	950.	TOTAL	3709.80
Fees waived Frais auxquels on renonce		No. of times Nombre de fois	\$
\$25.00 or under 25 \$ ou moins		16	\$ 80.00
Over \$25.00 De plus de 25 \$		0	\$ 0.00

X Costs
Coûts

Financial (all reasons) Financiers (raisons)	
Salary Traitement	* \$ 317,000
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	* \$ 131,700
TOTAL	* \$ 448,700
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	7

*Combined figure for Access and Privacy activities. Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.



Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès à l'information, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par la Loi. Le présent document remplace et annule celui daté du 20 juillet 1992.

ANNEXE

Poste

1. Sous-ministre, Commerce extérieur
2. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale
3. Conseiller Juridique du Ministère
4. Conseiller Juridique adjoint du Ministère
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels

DATE: le 17 janvier 1994

A handwritten signature in black ink, appearing to read "André Lussier".

REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Dept of Foreign Affairs & International Trade Ministère des Affaires étrangères & Commerce international	Reporting period / Période visée par le rapport 95.04.01 - 96.03.31
--	--

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	51
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	6
TOTAL	57
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	47
Carried forward / Reportées	10

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées	
1. All disclosed / Communication totale	15
2. Disclosed in part / Communication partielle	19
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process / Traitement impossible	8
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	3
7. Transferred / Transmission	1
TOTAL	47

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées	
S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	3
S. Art. 21	2
S. Art. 22(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	1
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	17
S. Art. 27	4
S.	

IV Exclusions cited / Exclusions citées	
S. Art. 69(1)(e)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

V Completion time / Délai de traitement	
30 days or under / 30 jours ou moins	31
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	9
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	6
121 days or over / 121 jours ou plus	1

VI Extensions / Prorogations des délais		
	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	4	0
Consultation	0	0
Translation / Traduction	0	0
TOTAL		

VII Translations / Traductions		
Translations requested / Traductions demandées		0
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	0
	French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de consultation	
Copies given / Copies de l'original	34
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

IX Corrections and notation / Corrections et mention	
Corrections requested / Corrections demandées	0
Corrections made / Corrections effectuées	0
Notation attached / Mention annexée	0

X Costs / Coûts		
Financial (all reasons) / Financiers (raisons)		
Salary / Traitement	*	\$317,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	*	\$131,000
TOTAL	*	\$448,000
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)		7

*Combined figure for Access and Privacy activities.
Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.



Canada

The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 20 juillet 1992.

ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
2. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
3. Conseiller Juridique du Ministère	Tous les articles
4. Conseiller Juridique adjoint du Ministère	Tous les articles
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
6. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2) (m)

DATE: le 17 janvier 1994

CA1
EA
A13
EXF
1995/96
DOCS

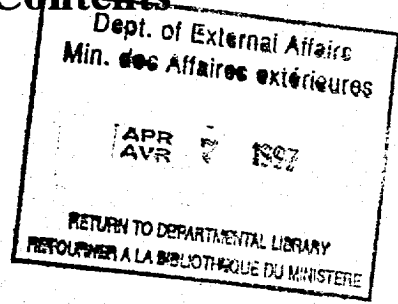
Department of Foreign Affairs and International Trade

**Access to Information
and Privacy Protection**

Annual report 1995-96

June 1996

Table of Contents



	Page
Preface	3
Organization and Implementation	4

Part I - Access to Information

Statistical Report	7
Reading Room	8
Formal/Informal Interface	8
Designation Order	8
Appeals to Federal Court	8

Part II - Privacy

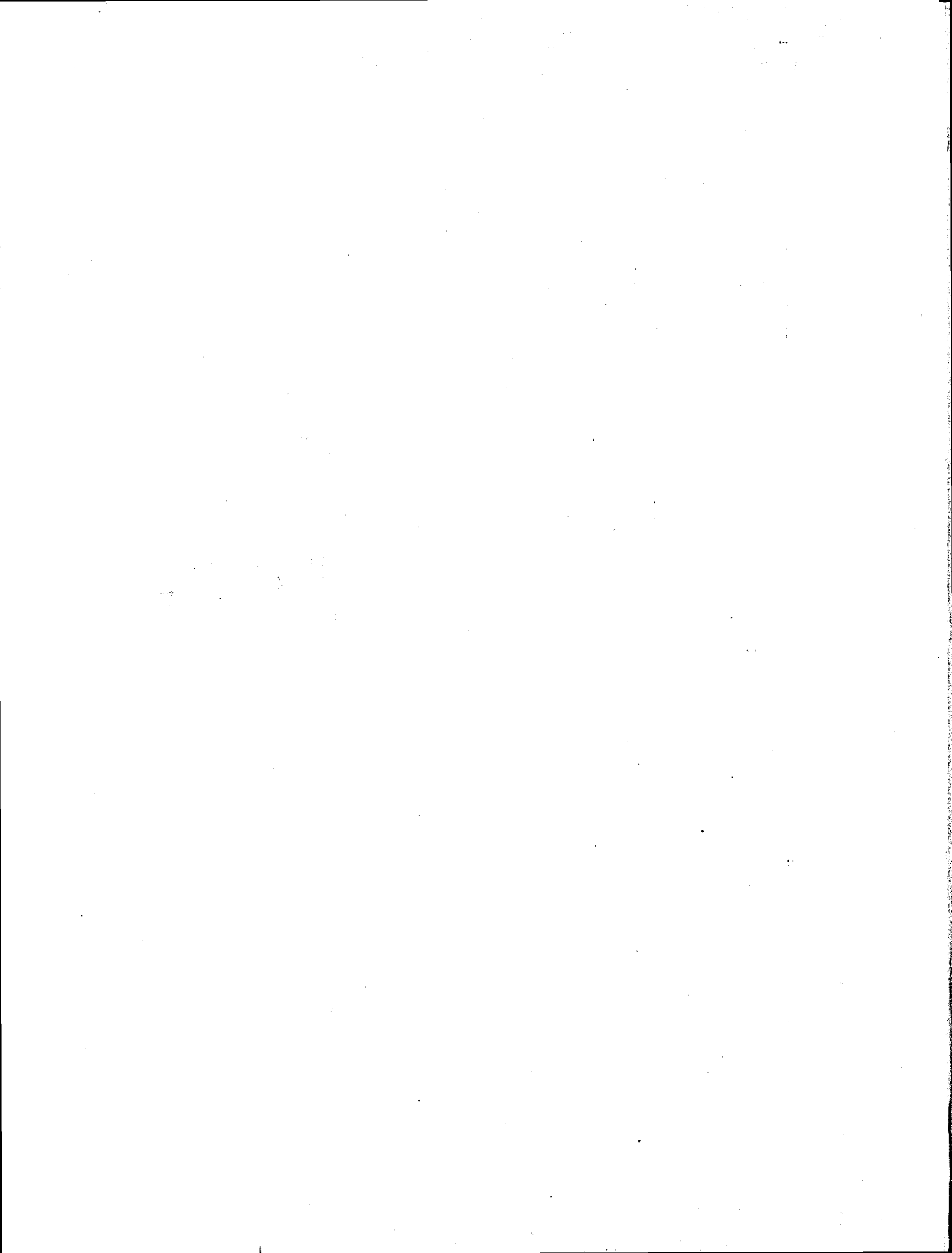
Statistical Report	9
Formal/Informal Interface	9
Designation Order	10
Disclosure under 8(2)(e)	10
Use and Disclosure	10
Court Cases	10

Annex A - Report on the Access to Information Act

Annex B - Designation Order

Annex C - Report on the Privacy Act

Annex D - Designation Order



Preface

Responsibilities

The Department of Foreign Affairs and International Trade has the primary responsibility for the promotion and protection of Canada's interests abroad and the conduct of Canada's relations with other countries. Its main functions are: to ensure the effective representation of Canada in other countries and in international organizations through close contact, communication and negotiation with other governments and organizations; to evaluate information about political, economic and other developments likely to affect Canada's interests; to give advice to the government, often in consultation with other departments, on the formulation and implementation of policies and programs with international dimensions; to ensure the co-ordination of the external aspects and application of national policies for export trade promotion, defence and security, development assistance, and cultural and scientific exchanges; to reflect to peoples abroad the bilingual and multi-cultural character of Canadian society; and to provide protection and assistance to Canadian citizens abroad.

Organization and Implementation

The Coordinator for Access to Information and Privacy Protection (ATIP) has been delegated full authority to exercise the powers of the Access to Information Act and the Privacy Act. The Office of the Coordinator is responsible for the development, co-ordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the department's compliance with these Acts. All requests submitted to the department within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the Office of the Coordinator in Ottawa. The Coordinator reports to the Deputy Legal Adviser. In addition to the Coordinator, the Deputy Minister of Foreign Affairs, the Deputy Minister for International Trade, the Assistant Deputy Minister for Political and International Affairs, the Legal Adviser and the Deputy Legal Adviser are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) of the Privacy Act.

The Canadian Government holds records and information received in confidence from foreign governments. Other federal government institutions are encouraged to solicit the assistance of the department in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of international affairs. The Coordinator's Office is responsible for consultations with foreign governments which are normally undertaken through Canadian posts abroad. Requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents are also processed by the Office. The department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information in confidence from companies operating abroad or dealing with foreign governments. In the event of requests for such information, the department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before disclosing any records. The Coordinator's Office also has frequent occasion to convey personal information to federal investigative agencies.

In addition to the Coordinator, the ATIP Office has a complement of three officers and three support staff, all of whom are dedicated to Access/Privacy and related functions on a full-time basis. The mix of rotational foreign service and non-rotational specialist staff reflects an appropriate balance between broad ATIP experience and detailed knowledge of the policies and workings of a large and multifaceted department. No positions changed incumbents during the year.

Case Load

In FY 1995-96, the department received 230 Access requests and 51 Privacy requests, for a total case load of 281 formal requests for information. In addition, the Office processed 175 consultations from other government departments and 108 requests for personal information under Section 8(2)(e) of the Privacy Act. There were 69 informal requests and 46 miscellaneous. Included in these statistics are a number of requests for consultation with foreign

governments for release of information and requests from foreign governments for the declassification of information by the Canadian government.

The total of requests and consultations completed is about 10% less than last year (although numerical statistics do not tell the whole story as requests can vary in size and complexity). This modest decrease follows a quantum increase last year. When the two years are averaged, the department continues to conform to the government-wide pattern identified by the Information Commissioner of a 10% yearly increase. The challenge of responding to this steady increase with no increase in resources, while maintaining service standards, continues.

Complaints

Forty-five complaints were received during the year by the two Commissioners' Offices in addition to 8 outstanding at the beginning of the year. Of 26 investigations completed, 7 were judged to be not substantiated and 4 were discontinued. Twenty-seven complaints were still under investigation at the end of the year.

This represents an increase in complaints over last year (which was probably abnormally low) but the total number remains relatively low and we are satisfied that it does not signal any overall decline in service standards.

Other responsibilities

In addition to the management of Access and Privacy requests, the Coordinator's Office provides advice and guidance to departmental units on compliance with the legislation. Briefings on Access to Information and Privacy were given, inter alia to service centre personnel, consular officers, and Ministers' offices. In addition, the Coordinator developed and presented tailored ATIP course modules to new officers as part of the Canadian Foreign Service Institute training program for recruits in the political/economic, commercial/economic, and consular/administrative streams. The Coordinator is the departmental point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research, (although the function is carried out in the Communications Bureau). The department reports new requests on a daily basis to the Coordination of Access to Information Requests (CAIR) system and consults it to stay abreast of the range of requests being processed across government. The department contributes financially to the ATIP tracking system maintenance and participates in related interdepartmental consultations.

Screening program

The Coordinator's Office is responsible for screening records for transfer to the National Archives. The Coordinator directs a team of retired senior foreign service officers who review records and determine whether they may be opened for public examination. This is a unique program that has helped to provide access for researchers to greater volumes of information concerning Canada's conduct of international relations. This year we completed a

a major two-year project to clear a backlog of records waiting for transfer. As a result, in coming years more recent information can be transferred to Archives and opened in a more timely manner, and screening can be continued with reduced resources.

Part I - Access to Information

Statistical Report -- Interpretation/Explanation

During fiscal year 1995-96, the Department of Foreign Affairs and International Trade received 230 requests pursuant to the Access to Information Act. Sixty-one requests were carried over from the previous reporting year. Of these 291 requests, 252 were completed during the period under review and 39 were carried forward. Thus, although the number of requests received was down from last year, the number completed was only marginally less. One hundred and eighteen requests were completed in 30 days or less and a further 41 were completed in less than 60 days. The remainder (93) required more than 60 days to complete.

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	91
Disclosed in part	80
Nothing disclosed (exempt)	3
Nothing disclosed (excluded)	9
Transferred	6
Unable to process	38
Abandoned	21
Treated informally	4
TOTAL COMPLETED	252

The statistical reports do not reflect consultations, of which the department received 175 from other departments. Many of these continue to be large and complex, in particular bulky files from the National Archives.

In terms of percentages, the breakdown of requesters is not clearly indicative of end users since this must be inferred from information provided on the application. The breakdown is not significantly different from last year. The "Business" category has risen slightly, as has the "Organization" category, reflecting an increased use of Access by parliamentarians and NGOs. The other categories are down, especially "Media". The "Public" category may contain any of the other four categories if no appropriate identification has been provided. The "Academic" category is probably artificially low because of the unique informal access program for scholars maintained by the department's historical section.

Media	40
Academic	9
Business	93
Organization	28
Public	60

The costs identified in Annex A are estimated salary and operations for the operation of the Coordinator's Office only and are total figures for Access and Privacy.

Please refer to Annex A for the complete statistical report.

Reading Room

A reading room is available in the public access area of the department's headquarters adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals are available for review by members of the public. During the year, very few individuals opted to visit the reading room to examine releasable material rather than pay the related photocopying fees.

Formal/Informal Interface

Since the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to government information, informal requests can be addressed to the ATIP Office, as well as to bureaux within the Department, the Media Relations Office, the Library or to missions abroad.

Formal requests are processed only by the ATIP Office. The departmental Coordinator for Access to Information and Privacy also devotes considerable time to consultation with the Media Relations Office and the program bureaux concerned to ensure that their replies to enquiries are consistent with the requirements of both Acts.

Designation Order

Attached as Annex B is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.

Appeals to Federal Court

The department is involved in two appeal to the Federal Court regarding the exemption of information. In both cases, the Commissioner, following the resolution of a complaint, had supported the department's remaining exemptions.

Part II - Privacy

Statistical Report - Information/Explanation

During FY 1995-96, 51 Privacy requests were received by the department. Six requests were carried over from the previous reporting year. Of these 57, 47 were completed during the reporting year (an increase of some 16% over the previous year), and processed as follows:

All disclosed	15
Disclosed in part	19
Nothing disclosed (exempt)	1
Unable to process	8
Abandoned	3
Transferred	1
TOTAL COMPLETED	47

Thirty-one of the completed requests were answered within 30 days, another 9 took up to 60 days, and 7 exceeded 60 days.

As Senior Advisor on Privacy for the department, the Coordinator regularly provides advice and guidance on important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files and personal information on others gathered and held on departmental files. Regular intra-departmental briefings and accumulating experience are resulting in growing awareness of the need to meet the requirements of the Privacy Act and the Coordinator's Office is consulted with increasing frequency by departmental units at home and abroad on the proper handling and protection of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the department's information banks are also handled in the Coordinator's Office.

The expenses given in **Annex C** are estimates of salary and operations for the Office of the Coordinator for Access to Information and Privacy Protection. The figures combine Access and Privacy since a breakdown for each Act is not practical.

Formal/Informal Interface

There is no change since the last report. Employees of the department continue to be able to access personnel files on an informal basis usually without recourse to the Coordinator. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible formally and informally.

Designation Order

Attached as **Annex D** is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act.

Disclosures under 8(2)(e)

One hundred and eight requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the Privacy Act were received by the department from federal investigative bodies. Such requests are ordinarily complied with provided they are submitted in writing and meet the necessary requirements.

Use and Disclosure

As the department controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.

Court Cases

A suit by an individual concerning a refusal to confirm or deny an action involving personal information is not yet completed.

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution Ministère des Affaires étrangères & Commerce international	Reporting period / Période visée par le rapport 95.04.01 - 96.03.31
---	--

Source →	Media / Médias 40	Academia / Secteur universitaire 9	Business / Secteur commerciale 93	Organization / Organisme 28	Public 60
----------	----------------------	---------------------------------------	--------------------------------------	--------------------------------	--------------

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	230
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	61
TOTAL	291
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	252
Carried forward / Reportées	39

II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	91	6. Unable to process / Traitement impossible	38
2. Disclosed in part / Communication partielle	80	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	21
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	3	8. Treated informally / Traitement non officiel	4
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	9	TOTAL	252
5. Transferred / Transmission	6		

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 13 (1) (a)	24	S. Art. 16 (1) (a)	1	S. Art. 18 (b)	0	S. Art. 21 (1) (a)	27
(b)	2	(b)	0	(c)	0	(b)	28
(c)	2	(c)	0	(d)	1	(c)	10
(d)	0	(d)	0	S. 19 (1) Par.	40	(d)	1
S. A. 14	3	S. Par. 16 (2)	1	S. Art. 20 (1) (a)	1	S. A. 22	2
S. 15 (1) International rel. / Relations inter. A.	45	S. 16 (3) Par.	0	(b)	22	S. A. 23	9
Defence / Défense	0	S. A. 17	0	(c)	24	S. A. 24	0
Subversive activities / Activités subversives	0	S. Art. 18 (a)	0	(d)	19	S. A. 26	0

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68 (a)	3	S. Art. 69 (1) (c)	0
(b)	0	(d)	0
(c)	0	(e)	0
S. Art. 69 (1) (a)	2	(f)	0
(b)	0	(g)	0

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	118
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	41
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	54
121 days or over / 121 jours ou plus	39

VI Extensions / Prorogations

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	16	19
Consultation		1
Third party / Tiers		1
TOTAL	16	21

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	169
Examination / Examen de l'original	1
Copies and examination / Copies et examen	0

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus			
Application fees / Frais de demande	1150.	Preparation / Préparation	400.
Reproduction	1209.80	Computer processing / Traitement informatique	0.
Searching / Recherche	950.	TOTAL	3709.80
Fees waived / Frais auxquels on renonce		No. of times / Nombre de fois	\$
\$25.00 or under / 25.00\$ ou moins		16	\$ 80.00
Over \$25.00 / De plus de 25.00\$		0	\$ 0.00

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	* \$ 317,000
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	* \$ 131,700
TOTAL	* \$ 448,700
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	7

*Combined figure for Access and Privacy activities. Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.

The Secretary of State for External Affairs



Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Access to Information Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Access to Information Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the Act. This designation replaces the designation dated July 20, 1992.

SCHEDULE

Position

1. Deputy Minister for International Trade
2. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs
3. Legal Adviser
4. Deputy Legal Adviser
5. Coordinator for Access to Information and Privacy

DATE: January 17, 1994

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Andrew Mitchell".

REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Dept of Foreign Affairs & International Trade Ministère des Affaires étrangères & Commerce international	Reporting period Période visée par le rapport 95.04.01 - 96.03.31
--	--

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	51
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	6
TOTAL	57
Completed during reporting period / Traités pendant la période visée par le rapport	47
Carried forward / Reportées	10

II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	15
2. Disclosed in part / Communication partielle	19
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process / Traitement impossible	8
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	3
7. Transferred / Transmission	1
TOTAL	47

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	3
S. Art. 21	2
S. Art. 22(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	1
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	0
S. Art. 26	17
S. Art. 27	4
S.	

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69(1)(e)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	0
(b)	0
(c)	0
(d)	0
(e)	0
(f)	0

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	31
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	9
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	6
121 days or over / 121 jours ou plus	1

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	4	0
Consultation	0	0
Translation / Traduction	0	0
TOTAL		

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	34
Examination / Examen de l'original	0
Copies and examination / Copies et examen	0

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	0
Corrections made / Corrections effectuées	0
Notation attached / Mention annexée	0

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement *	\$317,0
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien) †	\$131,7
TOTAL *	\$448,7
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	7

*Combined figure for Access and Privacy activities.
Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.

The Secretary of State for External Affairs



Canada

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated July 20, 1992.

SCHEDULE

	<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1.	Deputy Minister for International Trade	All sections
2.	Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs	All sections
3.	Legal Adviser	All sections
4.	Deputy Legal Adviser	All sections
5.	Coordinator for Access to Information and Privacy	All sections
6.	Heads of post or missions	Paragraph 8(2) (m)

DATE: January 17, 1994

CA1 EA A13 EXF 1995/96 DOCS
Access to information and privacy
protection annual report
43278747